

Rapport financier 2011 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

Code géographique : 70052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Michel Décosse, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Salaberry-de-Valleyfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.
(Nom de l'organisme)

Date 2012-06-12 Signature _____

Dernière modification : 2012-06-28 16:42:32

Réservé au ministère

118 204 883	3 233 502	43 121 047	1,4517
-------------	-----------	------------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'appliquent pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2011, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Salaberry-de-Valleyfield inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2012-06-12

Dernière modification : 2012-06-28 16:42:32

Réservé au ministère

118 204 883	3 233 502	43 121 047	1,4517
-------------	-----------	------------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2012-06-28 16:42:32

Réservé au ministère

118 204 883	3 233 502	43 121 047	1,4517
-------------	-----------	------------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>Réalisations 2010</u>	<u>Budget 2011</u>	<u>Réalisations 2011</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	48 449 368	51 610 348	51 749 767			51 749 767
Paiements tenant lieu de taxes	2	2 732 315	2 691 033	2 667 579			2 667 579
Quotes-parts	3					851 587	
Transferts	4	3 159 280	2 239 447	2 365 640		675 195	3 040 835
Services rendus	5	2 070 266	1 812 554	1 845 011		3 278 134	5 123 145
Imposition de droits	6	2 378 068	2 676 351	2 159 253			2 159 253
Amendes et pénalités	7	1 085 990	1 150 800	1 200 161			1 200 161
Intérêts	8	414 270	445 430	510 116		16 503	526 619
Autres revenus	9	1 783 051	976 032	1 774 563		387 563	1 989 091
	10	62 072 608	63 601 995	64 272 090		5 208 982	68 456 450
Investissement							
Taxes	11	114 058		609 873			609 873
Quotes-parts	12						
Transferts	13	5 544 742	8 110 000	4 913 085			4 913 085
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	6 101 475		222 329			222 329
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	11 760 275	8 110 000	5 745 287			5 745 287
	18	73 832 883	71 711 995	70 017 377		5 208 982	74 201 737
Charges							
Administration générale	19	5 933 509	6 244 441	6 085 122	408 127		6 493 249
Sécurité publique	20	9 205 782	9 548 067	9 382 971	228 339	3 629	9 610 576
Transport	21	10 373 438	9 905 371	10 805 906	3 444 882	5 131 161	18 508 003
Hygiène du milieu	22	13 790 812	13 373 702	13 681 148	4 766 634		18 447 782
Santé et bien-être	23	574 641	215 093	177 175	329		177 504
Aménagement, urbanisme et développement	24	4 894 944	3 899 977	4 858 819	62 202		4 921 021
Loisirs et culture	25	7 171 209	7 963 079	8 276 531	764 782		9 041 313
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	3 601 456	3 623 892	3 756 552		12 235	3 768 787
Amortissement des immobilisations	28	8 459 232	8 379 892	9 675 295	(9 675 295)		
	29	64 005 023	63 153 514	66 699 519		5 147 025	70 968 235
Excédent (déficit) de l'exercice	30	9 827 860	8 558 481	3 317 858		61 957	3 233 502

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		Réalizations 2010		Budget 2011		Réalizations 2011		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 827 860		8 558 481		3 317 858	61 957	3 233 502
Moins: revenus d'investissement	2	(11 760 275 )	(	8 110 000 )	(	5 745 287 )	(	5 745 287)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 932 415)		448 481		(2 427 429)	61 957	(2 511 785)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	8 459 232		8 379 892		9 675 295	132 188	9 807 483
Produit de cession	5	1 320				2 420		2 420
(Gain) perte sur cession	6	(381)				(2 420)		(2 420)
Réduction de valeur	7							
	8	8 460 171		8 379 892		9 675 295	132 188	9 807 483
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9	282 829				479 673		479 673
Réduction de valeur	10							
	11	282 829				479 673		479 673
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12	40 350				36 571		36 571
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	24 464				9 487	411 571	483 752
	15	64 814				46 058	411 571	520 323
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 729 293				2 312 581		2 312 581
Remboursement de la dette à long terme	17	(6 330 444 )	(	6 868 002 )	(	6 819 200 )	(	6 819 200)
	18	(4 601 151)	(	(6 868 002)	(	(4 506 619)		(4 506 619)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(595 539 )	(	413 017 )	(	691 859)	(47 436)	(739 295)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	200 000				124 220		124 220
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 627 222		100 000		1 496 859		1 496 859
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 504 350)		(1 425 383)		(2 509 271)	(87 984)	(2 513 634)
Montant à pourvoir dans le futur	23	25 976		(221 971)		112 090	(654)	111 436
Financement des investissements en cours	24							
	25	(246 691)		(1 960 371)		(1 467 961)	(136 074)	(1 520 414)
	26	3 959 972		(448 481)		4 226 446	407 685	4 780 446
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 027 557				1 799 017	469 642	2 268 661

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Réalizations 2010		Budget 2011	Réalizations 2011		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	11 760 275	8 110 000	5 745 287		5 745 287
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(548 530)	(113 700)	(276 424)	()	(276 424)
Sécurité publique	3	(721 545)	(14 100)	(15 004)	()	(15 004)
Transport	4	(17 410 646)	(11 861 700)	(8 580 010)	(47 436)	(8 627 446)
Hygiène du milieu	5	(22 659 342)	(22 851 900)	(8 289 421)	()	(8 289 421)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(216 653)	(5 000)	(323 393)	()	(323 393)
Loisirs et culture	8	(409 019)	(1 455 000)	(1 837 662)	()	(1 837 662)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(41 965 735)	(36 301 400)	(19 321 914)	(47 436)	(19 369 350)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(435 814)	()	(1 493 885)	()	(1 493 885)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(204 617)	(114 617)	(114 617)	()	(114 617)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	13 355 000	27 143 000	9 509 915		9 509 915
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	595 539	413 017	691 859	47 436	739 295
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	140 000				
Excédent de fonctionnement affecté	16	222 311	90 000	230 549		230 549
Réserves financières et fonds réservés	17	361 309	660 000	1 186 557		1 186 557
	18	1 319 159	1 163 017	2 108 965	47 436	2 156 401
	19	(27 932 007)	(8 110 000)	(9 311 536)		(9 311 536)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(16 171 732)		(3 566 249)		(3 566 249)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		Réalizations 2010		Budget 2011	Réalizations 2011		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Administration municipale	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 827 860	8 558 481	3 317 858	61 957		3 233 502
Variation des immobilisations							
Acquisition	2 (	41 965 735 ) (	36 301 400 ) (	19 321 914 ) (	47 436 ) (		19 369 350)
Produit de cession	3	1 320		2 420			2 420
Amortissement	4	8 459 232	8 379 892	9 675 295	132 188		9 807 483
(Gain) perte sur cession	5	(381)		(2 420)			(2 420)
Réduction de valeur	6						
	7	(33 505 564)	(27 921 508)	(9 646 619)	84 752		(9 561 867)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(152 985)		(1 014 212)			(1 014 212)
Variation des stocks de fournitures	9	24 141		(62 220)			(62 220)
Variation des autres actifs non financiers	10	7 050		(118 449)	7 257		(111 192)
	11	(121 794)		(1 194 881)	7 257		(1 187 624)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(23 799 498)	(19 363 027)	(7 523 642)	153 966		(7 515 989)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(79 607 557)		(103 407 055)	264 413		(103 466 231)
Redressement aux exercices antérieurs	14						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(79 607 557)		(103 407 055)	264 413		(103 466 231)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(103 407 055)		(110 930 697)	418 379		(110 982 220)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2011

		<u>2010</u>		<u>2011</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	4 998 286	2 041 721	1 278 458	3 320 179
Placements temporaires	2	221 483	223 820		223 820
Débiteurs (note 5)	3	23 298 527	28 870 386	1 199 694	28 515 618
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5	583 343	651 902		651 902
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	29 101 639	31 787 829	2 478 152	32 711 519
PASSIFS					
Découvert bancaire	10		1 838 870		1 838 870
Emprunts temporaires	11	27 364 964	30 028 440	470 861	30 499 301
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	17 142 098	13 235 503	1 585 423	13 736 366
Revenus reportés (note 11)	13	160 085	158 429	3 489	161 918
Dette à long terme (note 12)	14	85 769 547	95 456 284		95 456 284
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 072 000	2 001 000		2 001 000
	16	132 508 694	142 718 526	2 059 773	143 693 739
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(103 407 055)	(110 930 697)	418 379	(110 982 220)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 13)	18	214 868 217	224 514 836	359 744	224 874 580
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	2 464 103	3 478 315		3 478 315
Stocks de fournitures	20	568 068	630 288		630 288
Autres actifs non financiers (note 15)	21	35 309	153 758	50 162	203 920
	22	217 935 697	228 777 197	409 906	229 187 103
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	594 710	560 738		560 738
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	5 611 845	7 239 113	473 571	7 242 782
Montant à pourvoir dans le futur	25	(1 824 467)	(1 936 557)	(5 030)	(1 941 587)
Financement des investissements en cours	26	(31 506 273)	(35 395 715)		(35 395 715)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	141 652 827	147 378 921	359 744	147 738 665
	28	114 528 642	117 846 500	828 285	118 204 883

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Réalizations 2010		Réalizations 2011		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 827 860	3 317 858	61 957	3 233 502
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	8 459 232	9 675 295	132 188	9 807 483
Autres					
- Gain sur cession d'immo	3	(381)	(2 420)		(2 420)
- Provision pour moins value	4	24 464	9 487		9 487
	5	18 311 175	13 000 220	194 145	13 048 052
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(6 278 130)	(5 571 859)	1 087 844	(4 241 872)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	4 773 481	(3 906 595)	(300 766)	(4 303 191)
Revenus reportés	9	(5 848 984)	(1 656)	1 856	200
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
	10	173 000	(71 000)		(71 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(152 985)	(1 014 212)		(1 014 212)
Stocks de fournitures	12	24 141	(62 220)		(62 220)
Autres actifs non financiers	13	7 050	(118 449)	7 257	(111 192)
	14	11 008 748	2 254 229	990 336	3 244 565
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	41 965 735 ) (	19 321 914 ) (	47 436 ) (	19 369 350)
Produit de cession	16	1 320	2 420		2 420
	17	(41 964 415)	(19 319 494)	(47 436)	(19 366 930)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	204 617 ) (	114 617 ) (	) (	114 617)
Remboursement ou cession	19	40 350	36 571		36 571
Variation nette des placements temporaires					
Variation nette des autres placements à long terme					
	21				
	22	(164 267)	(78 046)		(78 046)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	20 958 000	17 513 000		17 513 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	7 046 619 ) (	7 667 466 ) (	) (	7 667 466)
Variation nette des emprunts temporaires	25	22 898 964	2 663 476	(759 931)	1 903 545
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme					
	26	(201 118)	(158 797)		(158 797)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	36 609 227	12 350 213	(759 931)	11 590 282
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	5 489 293	(4 793 098)	182 969	(4 610 129)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	(269 524)	5 219 769	1 095 489	6 315 258
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²					
	32	5 219 769	426 671	1 278 458	1 705 129

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>Réalisations 2010</u>	<u>Budget 2011</u>	<u>Réalisations 2011</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	12 115 812	13 194 590	12 804 189	296 639	13 100 828
Charges sociales	2	3 058 790	2 714 547	3 388 120	52 361	3 440 481
Biens et services	3	28 410 785	26 810 701	26 753 228	4 653 602	31 406 830
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	2 898 323	3 230 799	2 966 371		2 966 371
D'autres organismes municipaux	5	229 009		275 392		275 392
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	169 082	157 093	182 950		182 950
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	305 042	236 000	331 839	12 235	344 074
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	4 210 955	5 015 698	5 304 915		4 536 948
Autres	10	(54 141)	125 000	111 314		972
Autres organismes	11	3 163 891	2 992 213	3 684 353		3 684 353
Amortissement des immobilisations	12	8 459 232	8 379 892	9 675 295	132 188	9 807 483
Autres						
- Prog. subventions et autres	13	1 038 243	296 981	1 221 553		1 221 553
-	14					
-	15					
	16	64 005 023	63 153 514	66 699 519	5 147 025	70 968 235

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations	
			2011	2010
Revenus				
Taxes	1	51 610 348	52 359 640	48 563 426
Paiements tenant lieu de taxes	2	2 691 033	2 667 579	2 732 315
Quotes-parts	3			
Transferts	4	10 986 586	7 953 920	9 577 324
Services rendus	5	4 913 867	5 123 145	5 123 412
Imposition de droits	6	2 676 351	2 159 253	2 378 068
Amendes et pénalités	7	1 150 800	1 200 161	1 085 990
Intérêts	8	450 430	526 619	426 999
Autres revenus	9	976 032	2 211 420	8 038 746
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	75 455 447	74 201 737	77 926 280
Charges				
Administration générale	12	6 612 249	6 493 249	6 360 085
Sécurité publique	13	9 797 538	9 610 576	9 453 365
Transport	14	16 494 566	18 508 003	17 392 642
Hygiène du milieu	15	17 363 695	18 447 782	17 790 084
Santé et bien-être	16	215 422	177 504	574 970
Aménagement, urbanisme et développement	17	3 966 126	4 921 021	4 961 092
Loisirs et culture	18	8 742 366	9 041 313	7 952 031
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	3 642 566	3 768 787	3 630 530
	21	66 834 528	70 968 235	68 114 799
Excédent (déficit) de l'exercice	22	8 620 919	3 233 502	9 811 481
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		114 971 381	104 694 029
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			465 871
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		114 971 381	105 159 900
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		118 204 883	114 971 381

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations	
			2011	2010
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 620 919	3 233 502	9 811 481
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	36 280 400 ) (	19 369 350 ) (	42 209 647)
Produit de cession	3		2 420	1 320
Amortissement	4	8 379 892	9 807 483	8 529 226
(Gain) perte sur cession	5		(2 420)	(381)
Réduction de valeur	6			
	7	(27 900 508)	(9 561 867)	(33 679 482)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(1 014 212)	(152 985)
Variation des stocks de fournitures	9		(62 220)	24 141
Variation des autres actifs non financiers	10		(111 192)	(4 714)
	11		(1 187 624)	(133 558)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(19 279 589)	(7 515 989)	(24 001 559)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(103 466 231)	(79 659 965)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			195 293
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(103 466 231)	(79 464 672)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(110 982 220)	(103 466 231)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	3 320 179	6 093 775
Placements temporaires	2	223 820	221 483
Débiteurs (note 5)	3	28 515 618	24 273 746
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	651 902	583 343
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	32 711 519	31 172 347
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	1 838 870	
Emprunts temporaires	11	30 499 301	28 595 756
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	13 736 366	18 039 557
Revenus reportés (note 11)	13	161 918	161 718
Dette à long terme (note 12)	14	95 456 284	85 769 547
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 001 000	2 072 000
	16	143 693 739	134 638 578
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(110 982 220)	(103 466 231)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	224 874 580	215 312 713
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	3 478 315	2 464 103
Stocks de fournitures	20	630 288	568 068
Autres actifs non financiers (note 15)	21	203 920	92 728
	22	229 187 103	218 437 612
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	118 204 883	114 971 381
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 233 502	9 811 481
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	9 807 483	8 529 226
Autres			
- Gain sur cession d'immo	3	(2 420)	(381)
- Provision pour moins value	4	9 487	219 757
	5	13 048 052	18 560 083
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(4 241 872)	(7 802 374)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(4 303 191)	5 463 120
Revenus reportés	9	200	(5 847 351)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(71 000)	173 000
Propriétés destinées à la revente	11	(1 014 212)	(152 985)
Stocks de fournitures	12	(62 220)	24 141
Autres actifs non financiers	13	(111 192)	(4 714)
	14	3 244 565	10 412 920
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(19 369 350)	(42 209 647)
Produit de cession	16	2 420	1 320
	17	(19 366 930)	(42 208 327)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(114 617)	(204 617)
Remboursement ou cession	19	36 571	40 350
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(78 046)	(164 267)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	17 513 000	20 958 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(7 667 466)	(7 046 619)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 903 545	24 100 003
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(158 797)	(201 118)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	11 590 282	37 810 266
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(4 610 129)	5 850 592
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	6 315 258	464 666
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	1 705 129	6 315 258

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield est constituée en vertu du décret 418-2002 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c.O-9) daté du 10 avril 2002 et promulgué le 24 avril 2002. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19) et ses amendements.

La Ville est issue du regroupement de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield, de la Ville de Saint-Timothée et de la Municipalité de la Grande-Ile.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux deux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport du Sud-Ouest et la Régie intermunicipale de police des Riverains, et à un organisme périmunicipal, la Société du Port.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport du Sud-Ouest pour l'exercice est de 18,68%.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de police des Riverains pour l'exercice est de 85,01 %.

Les comptes de la Société du Port, organisme périmunicipal, sont inclus à 100 % dans les états financiers de la ville.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Salaberry-de-Valleyfield excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire. La durée de vie utile des immobilisations varie de un à quarante ans.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

E) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2011 selon la méthode suivante : valeur lissée sur 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011****F) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : au terme de la DMERCA au 31 décembre 2008.

G) Autres éléments

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

Sans objet

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	2 041 721	330 808
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3	160 000	160 000
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	4 898 611	3 603 716
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	10 245 247	6 525 899
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	573 819	1 504 529
Organismes municipaux	8	9 462 313	9 484 702
Autres			
- Services rendus, amendes, aut.	9	3 335 628	3 154 900
-	10		
	11	28 515 618	24 273 746
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	8 225 205	3 374 468
Organismes municipaux	13	7 065 600	7 425 600
Autres tiers	14		
	15	15 290 805	10 800 068
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 447 287	1 399 177
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	491 902	423 343
Autres placements	23	160 000	160 000
	24	651 902	583 343
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(2 001 000)	(2 072 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>(2 001 000)</u>	<u>(2 072 000)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 368 000	1 203 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	72 292	70 815
	33	<u>1 440 292</u>	<u>1 273 815</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	7 297 901	10 105 491
Salaires et avantages sociaux	38	2 196 304	1 967 269
Dépôts et retenues de garantie	39	2 794 496	4 686 911
Provision pour contestations d'évaluation	40	60 000	60 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus à payer dette	42	1 051 956	993 492
- Allocation départ, transition	43	335 709	226 394
-	44		
-	45		
-	46		
	47	<u>13 736 366</u>	<u>18 039 557</u>
Note			
11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Surplus act. - RREM / Autres	50	158 429	160 085
- Organismes contrôlés	51	3 489	1 633
	52	<u>161 918</u>	<u>161 718</u>
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

						2011	2010
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	5,95	2012	2031	53	96 389 279	86 370 656
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55	469 233	642 322
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58		
					59	96 858 512	87 012 978
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(1 402 228)	(1 243 431)
					61	95 456 284	85 769 547

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2011
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2012	62	70	9 036 826	78	87	150 070	95	9 186 896
2013	63	71	8 244 485	79	88	84 458	96	8 328 943
2014	64	72	7 441 913	80	89	76 647	97	7 518 560
2015	65	73	7 080 055	81	90	34 183	98	7 114 238
2016	66	74	6 833 000	82	91	14 578	99	6 847 578
2017 et +	67	75	57 753 000	83	92	109 297	100	57 862 297
	68	76	96 389 279	84	93	469 233	101	96 858 512
Intérêts et frais accessoires				85			102	
	69	77	96 389 279	86	94	469 233	103	96 858 512

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	104	70 756 168	132	1 773 067	159	7 000	186	72 522 235	
Eaux usées	105	103 809 209	133	6 267 257	160	7 000	187	110 069 466	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	82 281 872	134	7 972 032	161		188	90 253 904	
Autres	107	21 620 241	135	2 057 610	162	232 299	189	23 445 552	
Réseau d'électricité	108		136		163		190		
Bâtiments	109	27 238 294	137	80 987	164		191	27 319 281	
Améliorations locatives	110	2 609 709	138		165		192	2 609 709	
Véhicules	111	2 678 617	139		166	39 892	193	2 638 725	
Ameublement et équipement de bureau	112	3 136 432	140	210 441	167	19 143	194	3 327 730	
Machinerie, outillage et équipement divers	113	15 773 562	141	211 567	168	97 572	195	15 887 557	
Terrains	114	1 417 634	142	323 393	169		196	1 741 027	
Autres	115		143		170		197		
	116	<u>331 321 738</u>	144	<u>18 896 354</u>	171	<u>402 906</u>	198	<u>349 815 186</u>	
Immobilisations en cours	117	163 655	145	472 996	172		199	636 651	
	118	<u>331 485 393</u>	146	<u>19 369 350</u>	173	<u>402 906</u>	200	<u>350 451 837</u>	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	119	21 402 303	147	1 790 018	174	7 000	201	23 185 321	
Eaux usées	120	40 790 328	148	2 755 335	175	7 000	202	43 538 663	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	24 950 353	149	2 507 809	176		203	27 458 162	
Autres	122	8 587 782	150	819 088	177	232 299	204	9 174 571	
Réseau d'électricité	123		151		178		205		
Bâtiments	124	6 648 680	152	693 834	179		206	7 342 514	
Améliorations locatives	125	2 365 751	153	92 837	180		207	2 458 588	
Véhicules	126	1 809 141	154	106 913	181	39 892	208	1 876 162	
Ameublement et équipement de bureau	127	1 877 929	155	424 396	182	19 143	209	2 283 182	
Machinerie, outillage et équipement divers	128	7 740 413	156	617 253	183	97 572	210	8 260 094	
Autres	129		157		184		211		
	130	<u>116 172 680</u>	158	<u>9 807 483</u>	185	<u>402 906</u>	212	<u>125 577 257</u>	
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>215 312 713</u>					213	<u>224 874 580</u>	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	214		217		219		221		
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)	
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>					223	<u>_____</u>	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224		
Immeubles industriels municipaux	225	1 871 100	1 202 580
Autres	226	1 607 215	1 261 523
	227	3 478 315	2 464 103
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	3 478 315	2 464 103

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	203 920	92 728
Frais reportés			
-	231		
-	232		
	233	203 920	92 728

Note**16. Obligations contractuelles**

Au cours de l'exercice et des exercices antérieurs, la Ville s'est engagée par engagements de crédit auprès de différents organismes ou sociétés. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir, au cours des cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes:

2012	9 861 598 \$
2013	8 722 855
2014	6 377 613
2015	5 414 603
2016	4 174 602

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie****a.1) Société Vélo Berge Inc**

En collaboration avec cinq (5) autres municipalités environnantes et avec l'autorisation du ministère des Affaires municipales, la Ville a autorisé quant au capital, intérêts, frais et accessoires, par résolution pour une période de vingt (20) ans, un acte d'emprunt bancaire de 500 000 \$ en faveur de la Société Vélo Berge Inc. Au 31 décembre 2011, le solde dû s'élevait à 200 000 \$ et la quote-part de la municipalité à 66 667 \$.

a.2) Centre Sportif de Saint-Timothée

L'ancienne Ville de Saint-Timothée s'est portée garante par cautionnement par bail d'un prêt au montant original de 425 000 \$ relatif à la construction de la bibliothèque municipale. Le solde de ce prêt au 31 décembre 2011 est de 135 808 \$. Au cours de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

l'exercice 2011, la Ville a versé une somme de 33 454 \$ afin de respecter cet engagement.

a.3) Valspec Inc.

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a conclu une entente avec Valspec Inc. et le Ministère de la Culture et des Communications du Québec concernant la rénovation de la salle Albert-Dumouchel. La Ville se porte garante des versements en capital et intérêts d'un emprunt de 1 500 000 \$ réparti sur une période de 20 ans. Le solde de cet emprunt est de 1 036 902 \$ au 31 décembre 2011. Au cours de l'exercice 2011, la Ville a versé une somme de 130 778 \$ afin de respecter cet engagement.

De plus, la Ville cautionne un prêt consenti à Valspec Inc. pour un montant maximum de 550 000 \$. Advenant défaut de la part de Valspec Inc. d'honorer ses engagements envers cet emprunt, la Ville de Salaberry-de-Valleyfield rachètera les équipements de diffusion pour un montant égal au solde dudit emprunt et des intérêts accumulés. Le solde de cet emprunt au 31 décembre 2011 est de 522 500\$.

a.4) Société du Vieux Canal de Beauharnois Inc.

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a conclu une entente avec la Société du Vieux Canal de Beauharnois dans le cadre du programme d'infrastructures de l'entente Canada-Québec concernant l'aménagement et le développement du vieux canal de Beauharnois. La ville convient de contribuer financièrement aux coûts de construction en se portant garante des versements en capital et intérêts d'un emprunt de 1 057 755 \$ réparti sur une période de 20 ans. Au 31 décembre 2011, le solde de cet emprunt est de 846 204 \$. Au cours de l'exercice 2011, la Ville a versé une somme de 104 564 \$ afin de respecter cet engagement.

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a également conclu une entente avec la Société du Vieux Canal de Beauharnois concernant la restauration du pont Jean-de-Lalande. La Ville se porte garante des versements en capital et intérêts d'un emprunt de 900 000 \$ réparti sur une période de 10 ans. Le solde de cet emprunt est de 611 613 \$ au 31 décembre 2011. Le financement permanent de ce projet ayant été réalisé au cours de l'exercice 2011, la Ville n'a eu aucune somme à verser.

a.5) Centres sportifs de Salaberry-de-Valleyfield

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a conclu une entente avec les Centres sportifs de Salaberry-de-Valleyfield inc. concernant la modernisation de l'aréna Salaberry. La ville convient de contribuer financièrement aux coûts de construction en se portant garante des versements en capital et intérêts d'un montant maximal d'emprunt de 5 540 000 \$ réparti sur une période de 20 ans. Au 31 décembre 2011, le solde de cet emprunt est de 5 540 000 \$. Le financement permanent de ce projet ayant été réalisé au cours de l'exercice 2011, la Ville n'a eu aucune somme à verser.

Pour le même projet, une deuxième entente avec les Centres sportifs de Salaberry-de-Valleyfield inc. a été conclue. La ville se porte garante des versements en capital et intérêts d'un montant maximal d'emprunt de 400 000 \$ réparti sur une période de 5 ans. Au 31 décembre 2011, le solde de cet emprunt est de 129 076 \$. Le financement permanent de ce projet ayant été réalisé au cours de l'exercice 2011, la Ville n'a eu aucune somme à verser.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

a.6) Cité des arts et des sports

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a conclu une entente avec la Cité des arts et des sports concernant la rénovation et l'agrandissement de son pavillon. La ville convient de contribuer financièrement aux coûts en se portant garante des versements en capital et intérêts d'un montant maximal d'emprunt de 4 620 906 \$ réparti sur une période de 20 ans. Au 31 décembre 2011, le solde de cet emprunt est de 4 620 906 \$. Le financement permanent de ce projet ayant été réalisé au cours de l'exercice 2011, la Ville n'a eu aucune somme à verser.

a.7) Musée de société des Deux-Rives

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a conclu une entente avec le Musée de société des Deux-Rives concernant le développement d'une infrastructure muséale. La Ville se porte garante des versements en capital et intérêts d'un emprunt maximal de 1 000 000 \$ réparti sur une période de 15 ans. Le solde de cet emprunt est de 1 000 000 \$ au 31 décembre 2011. Au 31 décembre 2011, la Ville a inscrit une somme de 13 098\$ à être versée pour respecter cet engagement.

a.8) Autres organismes

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a signé une entente stipulant son engagement à racheter un immeuble appartenant à la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent advenant le défaut de cette dernière d'honorer son engagement envers son institution financière. Le montant du rachat devra permettre le remboursement intégral ou le refinancement de la dette contractée par l'organisme.

b) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale, de s'assurer contre certains risques, en souscrivant à une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance reconnue, par l'intermédiaire d'un courtier en assurance de dommages et ceci, après avoir fait évaluer ses besoins par une firme d'experts.

Le contrat d'assurance, en vigueur au 31 décembre 2011, s'étend entre autres: aux bâtiments et contenu, aux pertes d'argent et fidélité des employés, aux équipements d'entrepreneur (risques multiples), aux bris des machines, aux automobiles, aux accidents et à la responsabilité civile générale. Finalement, un contrat d'assurance responsabilité excédentaire de type "Umbrella" est aussi en vigueur.

En matière de responsabilité civile, lors de l'intervention des pompiers, le contrat d'assurance prévoit une rétention d'un montant maximum de 500 000 \$ par évènement couvrant les frais juridiques et d'expertises pour la préparation de la défense.

c) Poursuites

Réclamations et poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à 13 118 679 \$ ont été entreprises contre la Ville de Salaberry-de-Valleyfield. La majorité de ces réclamations a été transmise aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause pour un montant estimatif de 12 451 724 \$. (voir cependant note 17 b). Au moment de la mise au point

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques, la Ville contestant le bien-fondé de ces réclamations. Les administrateurs de la Ville sont d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Griefs

Des avis de griefs alléguant le non-respect des conventions collectives ont été déposés par les syndicats des employés de la Ville pour un montant estimatif de 27 279\$. De l'avis des administrateurs de la Ville, la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

Environnement

i) Site d'enfouissement sanitaire

Un ancien site d'enfouissement sanitaire de la Ville a été identifié comme lieu pouvant présenter des impacts écologiques négatifs produits par des déchets déposés dans ce site par la Ville et des municipalités environnantes au cours de plusieurs années. Il a été convenu avec le ministère de l'Environnement que la Ville y apportera les correctifs nécessaires. À cet effet, un mandat a été accordé à la firme Soprin-ADS et un rapport a été déposé en 1998 et transmis au ministère de l'Environnement du Québec en 1999. Il est trop tôt pour évaluer le coût total de la décontamination du site ainsi que son mode de financement. Aucun développement n'est survenu au cours de l'exercice 2011.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques, à l'exception d'un organisme, la Régie intermunicipale de police des Riverains, qui n'a pas adopté de budget puisqu'il est en voie de dissolution. Cette exclusion n'a pas une incidence significative sur la comparaison avec les réalisations.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présenté dans les informations sectorielles.

20. Emprunt de banque

La Ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit sur découvert de 8 000 000 \$, au taux de base (3,00% au 31 décembre 2011) renégociable le 31 mai 2012. Au 31 décembre 2011, cette marge de crédit totalisait 6 832 000 \$.

La Ville a également autorisé et négocié auprès de la même institution financière deux marges de crédit temporaires pour des projets d'infrastructures. Ces marges bénéficient du même taux d'intérêt. Au 31 décembre 2011, le solde de ces emprunts temporaires totalisait 23 196 440 \$.

21. Bénéfices marginaux

La Ville a comme politique d'offrir à ses employés une gamme d'avantages sociaux déterminés par conventions collectives. Cette gamme comprend entre autres, régime de retraite, vacances, assurances collectives, congés spéciaux, allocation pour automobile personnelle, etc.

La convention collective des cols bleus est échue depuis le 31 décembre 2009.

22. Transport adapté

Au cours de l'exercice 2006, le service du transport adapté de Salaberry-de-Valleyfield, s'est porté acquéreur d'une obligation d'épargne du Québec de 200 000 \$ échéant le 18 mars 2015 à un taux variant de 2,00% à 7,50%. Cette somme a été déduite de fonds réservé à cette fin. Au cours de l'exercice 2010, le service du transport adapté a procédé au rachat partiel de ce placement pour une somme de 40 000 \$, cet encaissement a été également affecté au fonds réservé au transport adapté. Le fonds réservé démontre un surplus de 33 827 \$ au 31 décembre 2011.

23. Placements temporaires

La Ville a, au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, investi dans des fonds de marché monétaire. Le coût moyen d'une part s'élève à 10 \$ et le solde de ce placement ainsi que sa valeur marchande sont de 223 820 \$ au 31 décembre 2011. Les intérêts sont versés en parts au coût moyen de 10 \$.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2011

		2011	2010
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	560 738	598 637
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	7 242 782	5 611 845
Montant à pourvoir dans le futur	3 (	1 941 587 ) (	1 830 151)
Financement des investissements en cours	4	(35 395 715)	(31 506 273)
Investissement net dans les éléments à long terme	5	147 738 665	142 097 323
	6	118 204 883	114 971 381

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Immeubles industriels mun.	7	211 593	155 480
- Engagements finan. reportés	8	692 004	1 306 716
- Municipalité de Grande-Ile	9	(239 907)	(239 907)
- Réfection boul. Ste-Marie	10	495 374	419 874
- Expropriation Calloway	11	565 736	565 736
- Rénovation d'infrastructures	12	271 859	372 848
- Autres projets	13	1 253 459	688 010
-	14		
-	15		
	16	3 250 118	3 268 757
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés			
- CITSO	17	3 669	
-	18		
-	19		
	20	3 669	
Réserves financières			
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
	26		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	27	1 986 249	251 720
Fonds parcs et terrains de jeux	28	21 646	21 646
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29	464 159	536 431
Société québécoise d'assainissement des eaux	30	42 527	31 343
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31	1 636 089	1 549 369
Fonds d'amortissement	32		
Financement des activités de fonctionnement	33	(233 002)	(142 363)
Autres			
- Transport adapté	34	33 827	57 442
- À des fins de stationnement	35	37 500	37 500
-	36		
-	37		
	38	3 988 995	2 343 088
	39	7 242 782	5 611 845

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (66 087)	(81 467)
Intérêts sur la dette à long terme	41 (5 030)	(5 684)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (1 233 000)	(1 410 000)
Régimes non capitalisés	43 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (637 470)	(333 000)
Autres	45 ()	()
Régimes non capitalisés	46 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ()	()
Autres		
-	48 ()	()
-	49 ()	()
	50 (1 941 587)	(1 830 151)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51 3 168 018	4 242 151
Investissements à financer	52 (38 563 733)	(35 748 424)
	53 (35 395 715)	(31 506 273)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 224 874 580	215 312 713
Propriétés destinées à la revente	55 3 478 315	2 464 103
Prêts	56	
Placements à titre d'investissement	57 491 902	423 343
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59 228 844 797	218 200 159
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 95 456 284	85 769 547
Frais reportés liés à la dette à long terme	61 1 402 228	1 243 431
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (15 290 805)	(10 800 068)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 (1 451 049)	(996 048)
	64 80 116 658	75 216 862
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65 989 474	885 974
	66 81 106 132	76 102 836
	67 147 738 665	142 097 323

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire gagné à chaque année. Les rentes accumulées sont indexées à chaque année.

Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 6.5% du salaire jusqu'au 31 décembre 2008. À compter du 1er janvier 2009, les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8.0% du salaire. Les cotisations annuelles de la Ville ne peuvent être inférieures à un montant égal aux cotisations totales des participants. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2% du salaire pour chaque année de participation. De plus, une rente de raccordement est payable jusqu'à 65 ans pour une portion du service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente est égale à 0.25% du salaire pour chaque année de participation. La rente de retraite et la rente de raccordement sont ajustées annuellement en fonction de l'augmentation du salaire industriel moyen jusqu'à concurrence de 1.5%.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (2 072 000)	(1 899 000)
Charge de l'exercice	5 (1 368 000)	(1 203 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 439 000	1 030 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(2 001 000)</u>	<u>(2 072 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 34 818 000	33 778 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (43 666 000)	(38 754 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (8 848 000)	(4 976 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 6 847 000	2 904 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (2 001 000)	(2 072 000)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(2 001 000)</u>	<u>(2 072 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 34 818 000	33 778 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (43 666 000)	(38 754 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (8 848 000)	(4 976 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 651 000	1 519 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 1 651 000	1 519 000
Cotisations salariales des employés	22 (844 000)	(764 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 807 000	755 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 270 000	198 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 077 000</u>	<u>953 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 414 000	2 300 000
Rendement espéré des actifs	34 (2 123 000)	(2 050 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 291 000	250 000
Charge de l'exercice	36 <u>1 368 000</u>	<u>1 203 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 673 000	1 186 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (2 123 000)	(2 050 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (1 450 000)	(864 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (2 763 000)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (1 916 000)	(2 205 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 32 967 000	33 101 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 212 000	269 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,75 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S/O

	2011	2010
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	() ()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2011	2010
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2011	2010
Cotisations des élus au RREM 95	12 058	11 870
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	40 636	40 001
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	31 656	30 814
98	72 292	70 815

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2011

Administration municipale

Dette à long terme	1	96 858 512
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	38 563 733
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	1 059 926
--	---	-----------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	(657 430)
-------------------	---	-----------

Débiteurs	8	15 290 805
-----------	---	------------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	2 943 313
--	----	-----------

Autres	11	
--------	----	--

-	12	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	118 905 483
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	7 065 600
--	----	-----------

Endettement net à long terme	15	125 971 083
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	16	1 381 411
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	17	
---------------------------	----	--

Autres organismes	18	16 641 956
-------------------	----	------------

Endettement total net à long terme	19	143 994 450
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	143 994 450
---	----	-------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	33 223 399	33 655 641	32 402 897
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	201 008	202 868	204 935
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7		609 873	114 058
Autres	8			
	9	33 424 407	34 468 382	32 721 890
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	5 753 944	5 412 023	4 617 174
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	5 437 251	5 522 663	5 110 831
Matières résiduelles	13	5 626 913	5 569 629	4 784 798
Autres				
-Entretien des cours d'eau	14		13 335	
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	156 000	175 788	160 949
Service de la dette	18	1 211 833	1 197 820	1 167 784
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	18 185 941	17 891 258	15 841 536
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	18 185 941	17 891 258	15 841 536
	26	51 610 348	52 359 640	48 563 426

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	152 497	151 720	166 916
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	925	906	3 651
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	153 422	152 626	170 567
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 042 702	1 036 296	1 075 379
Cégeps et universités	33	641 449	632 683	635 742
Écoles primaires et secondaires	34	767 704	761 635	761 824
	35	2 451 855	2 430 614	2 472 945
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	2 605 277	2 583 240	2 643 512
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	82 981	81 621	86 325
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	2 775	2 718	2 478
Taxes d'affaires	44			
	45	85 756	84 339	88 803
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	2 691 033	2 667 579	2 732 315

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	1 770	1 770	2 086
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	370	155	1 101
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	18 153	50 892	28 414
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		675 195	669 122
Transport adapté	62	430 000	437 359	449 589
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			8 000
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	48 746	22 429	73 833
Réseau de distribution de l'eau potable	69	12 753	8 444	21 248
Traitement des eaux usées	70			972 190
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		8 018	8 018
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	5 924	5 925	6 983
Rénovation urbaine	84	257 900	332 359	221 493
Promotion et développement économique	85	1 221	511	3 632
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	6 552	3 015	9 924
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	109 801	138 300	111 037
Autres	89	259	108	771
Réseau d'électricité	90			
	91	893 449	1 009 285	2 579 423

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			187 413
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			196 180
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			327 389
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	3 030 000	1 833 810	1 211 021
Traitement des eaux usées	109	1 900 000		
Réseaux d'égout	110	3 030 000	3 079 275	3 818 919
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	150 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	8 110 000	4 913 085	5 740 922

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			71 409
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	1 289 728	1 300 085	1 300 085
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138	56 270	56 270	56 270
	139	1 345 998	1 356 355	1 356 355
TOTAL DES TRANSFERTS	140	10 349 447	7 278 725	7 953 920

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141	23 000	20 678	23 297
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	23 000	20 678	23 297
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	20 000	22 132	33 760
Sécurité civile	147		1 556	300
Autres	148			
	149	20 000	23 688	34 060
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			4 311
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153	82 000	82 000	82 000
Autres	154			
	155	82 000	82 000	86 311
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161	500	500	500
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	500	500	500
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	125 500	126 866	144 168

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	122 864	137 814	196 398
Sécurité publique	184	192 468	189 486	353 608
Transport				
Réseau routier	185	74 178	108 036	99 067
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186	35 000	12 673	995 890
Transport adapté	187	175 200	203 455	181 569
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190		2 355 192	2 097 256
Hygiène du milieu	191	362 765	275 467	365 637
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	30 400	51 990	25 618
Loisirs et culture	194	694 179	739 224	664 201
Réseau d'électricité	195			
	196	1 687 054	1 718 145	4 979 244
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	1 812 554	1 845 011	5 123 412
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	275 850	199 839	292 469
Droits de mutation immobilière	199	1 400 000	1 417 068	1 418 235
Droits sur les carrières et sablières	200	1 000 000	541 840	666 863
Autres	201	501	506	501
	202	2 676 351	2 159 253	2 378 068
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	1 150 800	1 200 161	1 085 990
INTÉRÊTS	204	445 430	510 116	426 999
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		2 420	381
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	366 543	627 407	126 538
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210		470 467	6 110 285
Autres	211	609 489	896 598	1 801 542
	212	976 032	1 996 892	8 038 746

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	752 529	845 643	9 411	855 054	855 054	732 062
Application de la loi	2	717 251	650 956	8 191	659 147	659 147	636 785
Gestion financière et administrative	3	2 552 443	2 362 348	60 793	2 423 141	2 423 141	2 638 536
Greffe	4	419 710	429 480	163 199	592 679	592 679	583 336
Évaluation	5	597 164	640 572	84 104	724 676	724 676	625 109
Gestion du personnel	6	775 798	654 520	4 586	659 106	659 106	625 212
Autres	7	429 546	501 603	77 843	579 446	579 446	519 045
	8	6 244 441	6 085 122	408 127	6 493 249	6 493 249	6 360 085
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 202 635	5 065 460	19 238	5 084 698	5 083 964	5 433 780
Sécurité incendie	10	3 963 501	3 718 385	203 244	3 921 629	3 921 629	3 392 613
Sécurité civile	11	108 673	103 801	5 857	109 658	109 658	139 566
Autres	12	273 258	495 325		495 325	495 325	487 406
	13	9 548 067	9 382 971	228 339	9 611 310	9 610 576	9 453 365
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 457 576	3 706 589	2 278 625	5 985 214	5 985 214	6 058 730
Enlèvement de la neige	15	3 058 129	3 305 769	9 779	3 315 548	3 315 548	2 753 446
Éclairage des rues	16	644 583	575 562	227 712	803 274	803 274	728 066
Circulation et stationnement	17	871 864	968 636	129 825	1 098 461	1 098 461	1 164 781
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 747 219	2 123 595	1 560	2 125 155	3 981 335	3 839 127
Transport aérien	19	1 000	4 430	4 209	8 639	8 639	9 586
Transport par eau	20	125 000	121 325	793 172	914 497	3 315 532	2 838 906
Autres	21						
	22	9 905 371	10 805 906	3 444 882	14 250 788	18 508 003	17 392 642

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 500 810	1 416 626	1 320 608	2 737 234	2 984 826
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 245 522	2 334 683	959 358	3 294 041	3 410 772
Traitement des eaux usées	25	2 250 846	2 286 118	1 339 581	3 625 699	3 659 643
Réseaux d'égout	26	2 405 301	2 537 879	1 147 087	3 684 966	3 403 991
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 343 761	1 458 425		1 458 425	1 356 078
Élimination	28	2 155 802	2 144 257		2 144 257	1 747 913
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 238 697	1 220 184		1 220 184	800 565
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	186 647	181 611		181 611	394 301
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	6 793	20 120		20 120	3 076
Protection de l'environnement	38	39 523	81 245		81 245	28 919
Autres	39					
	40	13 373 702	13 681 148	4 766 634	18 447 782	17 790 084
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	178 298	144 401		144 401	511 447
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	36 795	32 774	329	33 103	63 523
	44	215 093	177 175	329	177 504	574 970
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 399 737	1 365 947	33 359	1 399 306	1 754 297
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	335 718	983 654		983 654	879 482
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	1 240 831	1 090 520	750	1 091 270	1 360 335
Tourisme	49	923 691	939 025	28 093	967 118	966 978
Autres	50					
Autres	51		479 673		479 673	
	52	3 899 977	4 858 819	62 202	4 921 021	4 961 092

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	379 972	233 689		233 689	314 092
Patinoires intérieures et extérieures	54	776 868	879 457		879 457	981 526
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 044 199	935 491	105 304	1 040 795	1 215 217
Parcs et terrains de jeux	56	1 941 155	2 752 881	493 051	3 245 932	1 760 838
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	1 651 626	1 501 461	26 158	1 527 619	1 591 815
	60	5 793 820	6 302 979	624 513	6 927 492	5 863 488
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	1 150 816	1 140 816	101 930	1 242 746	1 216 216
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63			12 181	12 181	12 173
Autres ressources du patrimoine	64	199 244	130 690	26 158	156 848	85 504
Autres	65	819 199	702 046		702 046	774 650
	66	2 169 259	1 973 552	140 269	2 113 821	2 088 543
	67	7 963 079	8 276 531	764 782	9 041 313	7 952 031
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	3 259 420	3 293 859		3 293 859	3 144 220
Autres frais	70	128 472	130 854		130 854	152 194
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	161 000	291 000		291 000	250 000
Autres	72	75 000	40 839		40 839	84 116
	73	3 623 892	3 756 552		3 756 552	3 630 530
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	8 379 892	9 675 295	(9 675 295)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013	50
Transmission électronique du rapport financier consolidé	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2012-06-12

Dernière modification : 2012-06-28 16:42:32

Réservé au ministère

118 204 883	3 233 502	43 121 047	1,4517
-------------	-----------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	52 359 640
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	_____
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	_____
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	_____
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative	8	_____
Montant relatif aux taxes foncières	9	_____
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	10	_____
Revenus de taxes	11	52 359 640

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	52 359 640
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>52 359 640</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	9 062 805		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	175 788		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>9 238 593</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>43 121 047</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2011 ²	1 <u>2 949 001 201</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2011 ²	2 <u>2 991 689 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>2 970 345 251</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>43 121 047</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>2 970 345 251</u>
Taux global de taxation réel de 2011	6 1 , 4 5 1 7 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2011 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2011 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	9 305 000	1 879 171	1 879 171	9 752 543
Usines de traitement de l'eau potable	2				
Usines et bassins d'épuration	3	850 000			
Conduites d'égout	4	12 680 000	6 356 943	6 356 943	13 125 637
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	10 908 000	7 408 198	7 408 198	16 656 589
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Système d'éclairage des rues	8		841 040	841 040	
Aires de stationnement	9				
Parcs et terrains de jeux	10	1 080 000	1 817 490	1 817 490	254 471
Autres infrastructures	11	750 000	240 120	240 120	194 794
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13		80 987	80 987	977 247
Édifices communautaires et récréatifs	14				133 576
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17				
Ameublement et équipement de bureau	18	644 000	210 441	210 441	421 880
Machinerie, outillage et équipement divers	19	84 400	164 131	211 567	476 257
Terrains	20		323 393	323 393	216 653
Autres	21				
	22	36 301 400	19 321 914	19 369 350	42 209 647

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		315 708	315 708	6 467 286
Usines de traitement de l'eau potable	24				
Usines et bassins d'épuration	25				
Conduites d'égout	26		2 030 819	2 030 819	8 320 264
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	27		1 563 463	1 563 463	3 285 257
Usines de traitement de l'eau potable	28				
Usines et bassins d'épuration	29				
Conduites d'égout	30		4 326 124	4 326 124	4 805 373
	31		8 236 114	8 236 114	22 878 180

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	86 370 656	17 513 000	7 494 377	96 389 279
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3	642 322		173 089	469 233
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	87 012 978	17 513 000	7 667 466	96 858 512
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8	(600 421)		99 535	(699 956)
Réserves financières et fonds réservés	9	31 343	11 184		42 527
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	21 952 214	1 678 711	1 424 302	22 206 623
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	54 829 774	10 484 102	5 295 363	60 018 513
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13	76 212 910	12 173 997	6 819 200	81 567 707
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	3 374 468	5 339 003	488 266	8 225 205
Organismes municipaux	15	7 425 600		360 000	7 065 600
Autres tiers	16				
Autres	17				
	18	10 800 068	5 339 003	848 266	15 290 805
Prêts					
	19				
	20	10 800 068	5 339 003	848 266	15 290 805
	21	87 012 978	17 513 000	7 667 466	96 858 512
Dettes en cours de refinancement	22	()			()
	23	87 012 978	17 513 000	7 667 466	96 858 512

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	269 175	269 173	269 173	251 936
Sécurité publique					
Police	4	37 170	41 532	37 168	81 331
Sécurité incendie	5	20 115	20 112	20 112	4 656
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	617 151	899 874	136 271	101 981
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	3 241 957	3 244 109	3 244 109	2 379 764
Cours d'eau	13	6 730	6 727	6 727	3 066
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	176 300	176 298	176 298	179 878
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	512 355	512 351	512 351	475 755
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	46 420	46 419	46 419	31 932
Activités culturelles	23	88 325	88 320	88 320	60 241
Réseau d'électricité					
	24				
	25	5 015 698	5 304 915	4 536 948	3 570 540

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	62,00	35,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	1,00	***	***	***
Cols blancs	3	73,00	32,50	***	***	***
Cols bleus	4	68,00	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	28,00	44,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	232,00		***	***	***
Élus	9	9,00		440 432	87 784	528 216
	10	241,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11	22 429		22 429
Réseau de distribution de l'eau potable	12	925 349	916 905	1 842 254
Traitement des eaux usées	13			
Réseaux d'égout	14	1 539 637	1 539 638	3 079 275

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	650 956	27	8 191	53	659 147	79	20 678	105	638 469	131	
Évaluation	2	640 572	28	84 104	54	724 676	80		106	724 676	132	
Autres	3	4 793 594	29	315 832	55	5 109 426	81	137 814	107	4 971 612	133	166 355
	4	6 085 122	30	408 127	56	6 493 249	82	158 492	108	6 334 757	134	166 355
Sécurité publique												
Police	5	5 065 460	31	19 238	57	5 084 698	83	160 405	109	4 924 293	135	45 480
Sécurité incendie	6	3 718 385	32	203 244	58	3 921 629	84	22 382	110	3 899 247	136	105 391
Sécurité civile	7	103 801	33	5 857	59	109 658	85	30 387	111	79 271	137	
Autres	8	495 325	34		60	495 325	86		112	495 325	138	
	9	9 382 971	35	228 339	61	9 611 310	87	213 174	113	9 398 136	139	150 871
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	3 706 589	36	2 278 625	62	5 985 214	88	101 791	114	5 883 423	140	801 898
Enlèvement de la neige	11	3 305 769	37	9 779	63	3 315 548	89	6 245	115	3 309 303	141	4 214
Autres	12	1 544 198	38	357 537	64	1 901 735	90		116	1 901 735	142	99 251
Transport collectif	13	2 249 350	39	798 941	65	3 048 291	91	298 128	117	2 750 163	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	312 374
	15	10 805 906	41	3 444 882	67	14 250 788	93	406 164	119	13 844 624	145	1 217 737
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 416 626	42	1 320 608	68	2 737 234	94		120	2 737 234	146	653 289
Réseau de distribution de l'eau potable	17	2 334 683	43	959 358	69	3 294 041	95	20 373	121	3 273 668	147	511 440
Traitement des eaux usées	18	2 286 118	44	1 339 581	70	3 625 699	96	239 565	122	3 386 134	148	57 752
Réseaux d'égout	19	2 537 879	45	1 147 087	71	3 684 966	97		123	3 684 966	149	634 731
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	3 602 682	46		72	3 602 682	98		124	3 602 682	150	
Matières recyclables	21	1 401 795	47		73	1 401 795	99	16 029	125	1 385 766	151	12 697
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23	20 120	49		75	20 120	101		127	20 120	153	
Protection de l'environnement	24	81 245	50		76	81 245	102		128	81 245	154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	13 681 148	52	4 766 634	78	18 447 782	104	275 967	130	18 171 815	156	1 869 909

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	144 401	172		187	144 401	202		217	144 401	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	32 774	174	329	189	33 103	204		219	33 103	234	
	160	177 175	175	329	190	177 504	205		220	177 504	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 365 947	176	33 359	191	1 399 306	206	41 701	221	1 357 605	236	18 204
Rénovation urbaine	162	983 654	177		192	983 654	207	10 289	222	973 365	237	123 303
Promotion et développement économique	163	2 029 545	178	28 843	193	2 058 388	208		223	2 058 388	238	33 192
Autres	164	479 673	179		194	479 673	209		224	479 673	239	
	165	4 858 819	180	62 202	195	4 921 021	210	51 990	225	4 869 031	240	174 699
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	6 302 979	181	624 513	196	6 927 492	211	730 059	226	6 197 433	241	94 130
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 140 816	182	101 930	197	1 242 746	212	9 165	227	1 233 581	242	8 730
Autres	168	832 736	183	38 339	198	871 075	213		228	871 075	243	74 121
	169	8 276 531	184	764 782	199	9 041 313	214	739 224	229	8 302 089	244	176 981
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215		230		245	
	171	53 267 672	186	9 675 295	201	62 942 967	216	1 845 011	231	61 097 956	246	3 756 552

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Rémunération	1		4 928
Charges sociales	2		1 024
Biens et services	3	18 474 653	41 782 539
Frais de financement	4	847 261	177 244
Autres	5		
	6	19 321 914	41 965 735

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	594 710	1 498 370
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	594 710	1 498 370
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 799 017	2 027 557
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(124 220)	(200 000)
Activités d'investissement	6		(140 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 708 769)	(2 241 217)
Réserves financières et fonds réservés	8		(350 000)
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(33 972)	(903 660)
Solde à la fin de l'exercice	12	560 738	594 710
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	3 268 757	2 562 329
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	3 268 757	2 562 329
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 496 859)	(1 627 222)
Activités d'investissement	17	(230 549)	(222 311)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 708 769	2 241 217
Financement des investissements en cours	19		314 744
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	(18 639)	706 428
Solde à la fin de l'exercice	22	3 250 118	3 268 757
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	2 343 088	672 510
Redressement aux exercices antérieurs	24		(20 530)
Solde redressé au début de l'exercice	25	2 343 088	651 980
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	2 509 271	1 504 350
Activités d'investissement	27	(1 186 557)	(361 309)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		350 000
Financement des investissements en cours	29	323 193	198 067
	30	1 645 907	1 691 108
Solde à la fin de l'exercice	31	3 988 995	2 343 088

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Montant à pourvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	32 (1 824 467)	(1 798 491)
Redressement aux exercices antérieurs	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (1 824 467)	(1 798 491)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 (343 000)	(224 000)
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ()	()
	40 ()	()
	41 (343 000)	(224 000)
Diminution de l'exercice		
	42 230 910	198 024
	43 (112 090)	(25 976)
Solde à la fin de l'exercice	44 (1 936 557)	(1 824 467)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	45 (31 506 273)	(14 842 260)
Redressement aux exercices antérieurs	46	20 530
Solde redressé au début de l'exercice	47 (31 506 273)	(14 821 730)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	48 (3 566 249)	(16 171 732)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49	
Excédent de fonctionnement affecté	50	(314 744)
Réserves financières et fonds réservés	51 (323 193)	(198 067)
	52 (3 889 442)	(16 684 543)
	53 (3 889 442)	(16 684 543)
Solde à la fin de l'exercice	54 (35 395 715)	(31 506 273)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	55 141 652 827	116 608 324
Redressement aux exercices antérieurs	56	
Solde redressé au début de l'exercice	57 141 652 827	116 608 324
Variation de l'exercice	58 5 726 094	25 044 503
Solde à la fin de l'exercice	59 147 378 921	141 652 827

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 300 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>211</u>	<u>2 000 000</u>
	5	<u>3 300 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 300 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 549 369		9 176	323 193	245 649		1 636 089
Montant réservé pour le service de la dette							
	1 549 369		9 176	323 193	245 649		1 636 089

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011		2010
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Taxes sur la valeur foncière		Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □□□□□ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □□□□□ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	1 | 9 | 1 | , 0 | 0 |	\$
Égout	2	| | | | , | | |	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	2 | 0 | 5 | , 0 | 0 |	\$
Matières résiduelles	5	2 | 5 | 5 | , 0 | 0 |	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Résiduelle - Salaberry-de-Valleyfield	,8500	1	
6 log. - Salaberry-de-Valleyfield	,9400	1	
INR - Salaberry-de-Valleyfield	2,1600	1	
IND - Salaberry-de-Valleyfield	2,8100	1	
TVD - Salaberry-de-Valleyfield	1,7000	1	
Agricole - Salaberry-de-Valleyfield	,8500	1	
Résiduelle - Saint-Timothée	,7400	1	
6 log. - Saint-Timothée	,8200	1	
INR - Saint-Timothée	2,0500	1	
IND - Saint-Timothée	2,7000	1	
TVD - Saint-Timothée	1,4800	1	
Agricole - Saint-Timothée	,7400	1	
Résiduelle - Grande-Ile	,7400	1	
6 log. - Grande-Ile	,8200	1	
INR - Grande-Ile	1,9900	1	
IND - Grande-Ile	2,6200	1	
TVD - Grande-Ile	1,4800	1	
Agricole - Grande-Ile	,7400	1	
Répartitions		7	taux variés
Eau - chambre	45,0000	7	par unité
Eau - piscine creusée	40,0000	7	par unité
Eau - piscine hors terre	28,0000	7	par unité
Eau non traitée		7	taux variés
Eau traitée - compteur	2,3700	4	du 1 000 gallons imp.
Loyer de compteur d'eau		7	taux variés
Déchets domestiques - chambre	44,0000	7	par unité
Déchets domestiques - commerce	386,0000	7	par unité
Collecte sélective - chambre	16,0000	7	par unité
Collecte sélective - commerce	124,0000	7	par unité
Centre d'urgence 9-1-1	,4000	7	par ligne téléphonique

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Description	Taux	Code¹	Préciser
1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation		5 - du 1 000 litres	
2 - du mètre carré		6 - % de la valeur locative	
3 - du mètre linéaire		7 - autres (préciser)	
4 - tarif fixe (compensation)			

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2011	7	149 303 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2011 des engagements en vertu du règlement concerné	8	55 000 \$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	\$	
b) autres formes d'aide	12	\$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2011 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	298 989 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 61 rue Sainte-Cécile
 (no) (rue)
Salaberry-de-Valleyfield J6T 1L8
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 370-4332
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 370-4316
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel michel.decosse@ville.valleyfield.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Michel Décosse

Téléphone (450) 370-4332
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 370-4316
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel michel.decosse@ville.valleyfield.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 30 avenue du Centenaire
 (no) (rue)
Salaberry-de-Valleyfield J6S 5X4
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 373-7202
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 373-7277
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Mme Jocelyne Poirier, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)

 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2013

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2011	1	.....
Facteur comparatif	2	.....
Valeur uniformisée	3	_____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____ (Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2013 sont exacts.

_____ (Signature)

_____ (Date)

Dernière modification : 2012-06-28 16:42:32

Réservé au ministère

118 204 883	3 233 502	43 121 047	1,4517
-------------	-----------	------------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
(Nom)
de Salaberry-de-Valleyfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, déposé lors
(Nom de l'organisme)
de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
(Date)
ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
(Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 3 233 502 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
à la page S34 ligne 4 est de 43 121 047 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification : 2012-06-28 16:42:32

Réservé au ministère

118 204 883	3 233 502	43 121 047	1,4517
-------------	-----------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2011 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier consolidé »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus et leurs sociétés de transport en commun)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier consolidé (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2011 (page S34 ligne 6)

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2011

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Réalizations 2010		Budget 2011	Réalizations 2011		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	62 072 608	63 601 995	64 272 090	5 208 982	68 456 450
Investissement	2	11 760 275	8 110 000	5 745 287		5 745 287
	3	73 832 883	71 711 995	70 017 377	5 208 982	74 201 737
Charges	4	64 005 023	63 153 514	66 699 519	5 147 025	70 968 235
Excédent (déficit) de l'exercice	5	9 827 860	8 558 481	3 317 858	61 957	3 233 502
Moins : revenus d'investissement	6 (	11 760 275 ) (	8 110 000 ) (	5 745 287 ) (	) (	5 745 287)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 932 415)	448 481	(2 427 429)	61 957	(2 511 785)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	8 459 232	8 379 892	9 675 295	132 188	9 807 483
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 729 293		2 312 581		2 312 581
Remboursement de la dette à long terme	10 (	6 330 444 ) (	6 868 002 ) (	6 819 200 ) (	) (	6 819 200)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	595 539 ) (	413 017 ) (	691 859 ) (	47 436 ) (	739 295)
Excédent (déficit) accumulé	12	348 848	(1 547 354)	(776 102)	(88 638)	(781 119)
Autres éléments de conciliation	13	348 582		525 731	411 571	999 996
	14	3 959 972	(448 481)	4 226 446	407 685	4 780 446
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 027 557		1 799 017	469 642	2 268 661

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2010	2011	2010	2010
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Débiteurs	1	23 298 527	28 870 386	28 515 618	24 273 746
Autres	2	5 803 112	2 917 443	4 195 901	6 898 601
	3	29 101 639	31 787 829	32 711 519	31 172 347
Passifs					
Dette à long terme	4	85 769 547	95 456 284	95 456 284	85 769 547
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	2 072 000	2 001 000	2 001 000	2 072 000
Autres	6	44 667 147	45 261 242	46 236 455	46 797 031
	7	132 508 694	142 718 526	143 693 739	134 638 578
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(103 407 055)	(110 930 697)	(110 982 220)	(103 466 231)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	214 868 217	224 514 836	224 874 580	215 312 713
Autres	10	3 067 480	4 262 361	4 312 523	3 124 899
	11	217 935 697	228 777 197	229 187 103	218 437 612
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	594 710	560 738	560 738	598 637
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	5 611 845	7 239 113	7 242 782	5 611 845
Montant à pourvoir dans le futur	14 (	1 824 467 ) (	1 936 557 ) (	1 941 587 ) (	1 830 151)
Financement des investissements en cours	15	(31 506 273)	(35 395 715)	(35 395 715)	(31 506 273)
Investissement net dans les éléments à long terme	16	141 652 827	147 378 921	147 738 665	142 097 323
	17	114 528 642	117 846 500	118 204 883	114 971 381

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Immeubles industriels mun.	18	211 593	155 480
- Engagements finan. reportés	19	692 004	1 306 716
- Municipalité de Grande-Ile	20	(239 907)	(239 907)
- Réfection boul. Ste-Marie	21	495 374	419 874
- Expropriation Calloway	22	565 736	565 736
- Rénovation d'infrastructures	23	271 859	372 848
- Autres projets	24	1 253 459	688 010
-	25		
-	26		
	27	3 250 118	3 268 757
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	28	3 669	
	29	3 253 787	3 268 757
Réserves financières			
Fonds réservés	30		
	31	3 988 995	2 343 088
	32	7 242 782	5 611 845

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>Réalisations 2010</u>	<u>Budget 2011</u>	<u>Réalisations 2011</u>	
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Total consolidé</u>
Fonctionnement					
Taxes	1	48 449 368	51 610 348	51 749 767	51 749 767
Paiements tenant lieu de taxes	2	2 732 315	2 691 033	2 667 579	2 667 579
Quotes-parts	3				
Transferts	4	3 159 280	2 239 447	2 365 640	3 040 835
Services rendus	5	2 070 266	1 812 554	1 845 011	5 123 145
Autres	6	5 661 379	5 248 613	5 644 093	5 875 124
	7	62 072 608	63 601 995	64 272 090	68 456 450
Investissement					
Taxes	8	114 058		609 873	609 873
Quotes-parts	9				
Transferts	10	5 544 742	8 110 000	4 913 085	4 913 085
Autres	11	6 101 475		222 329	222 329
	12	11 760 275	8 110 000	5 745 287	5 745 287
	13	73 832 883	71 711 995	70 017 377	74 201 737

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
Administration générale							
Évaluation	1	597 164	640 572	84 104	724 676	724 676	625 109
Autres	2	5 647 277	5 444 550	324 023	5 768 573	5 768 573	5 734 976
Sécurité publique							
Police	3	5 202 635	5 065 460	19 238	5 084 698	5 083 964	5 433 780
Sécurité incendie	4	3 963 501	3 718 385	203 244	3 921 629	3 921 629	3 392 613
Autres	5	381 931	599 126	5 857	604 983	604 983	626 972
Transport							
Réseau routier	6	8 032 152	8 556 556	2 645 941	11 202 497	11 202 497	10 705 023
Transport collectif	7	1 873 219	2 249 350	798 941	3 048 291	7 305 506	6 687 619
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	8 402 479	8 575 306	4 766 634	13 341 940	13 341 940	13 459 232
Matières résiduelles	10	4 924 907	5 004 477		5 004 477	5 004 477	4 298 857
Autres	11	46 316	101 365		101 365	101 365	31 995
Santé et bien-être	12	215 093	177 175	329	177 504	177 504	574 970
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 399 737	1 365 947	33 359	1 399 306	1 399 306	1 754 297
Promotion et développement économique	14	2 164 522	2 029 545	28 843	2 058 388	2 058 388	2 327 313
Autres	15	335 718	1 463 327		1 463 327	1 463 327	879 482
Loisirs et culture	16	7 963 079	8 276 531	764 782	9 041 313	9 041 313	7 952 031
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	3 623 892	3 756 552		3 756 552	3 768 787	3 630 530
Amortissement des immobilisations	19	8 379 892	9 675 295	(9 675 295)			
	20	63 153 514	66 699 519		66 699 519	70 968 235	68 114 799

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3